

-----Original Message-----

From: henri-jean [mailto:henri-jean@tiscali.fr]

Sent: Friday, September 23, 2005 9:18 PM

To: COMP STATE AID GREFFE

Subject: les aides publiques à l'innovation

Madame, Monsieur,

Je tiens à signaler que le vote du peuple français lors de la consultation sur le projet constitutionnel a clairement mis en évidence le rejet de cette politique de libéralisation des services, d'un marché de plus en plus sauvage.

Lorsqu'un état juge bon de distribuer une aide publique, c'est son droit et la CE n'a pas à le lui restreindre. La vie économique n'est pas la seule raison d'être des européens, les choix politiques doivent primer, le peuple rester souverain et libre de l'orientation politique de son pays.

Je m'oppose donc catégoriquement à ce projet.

HJ Rozenzweig
route de St Affrique
12380 St Sernin

ci-dessous le texte présenté par "mairie info"

19 septembre 2005

La Commission européenne va mieux encadrer les aides publiques à l'innovation

La Commission européenne va soumettre à consultation, mercredi, de nouvelles règles pour les aides d'Etat (désignation européenne des aides économiques publiques) en faveur des petites structures innovantes.

Le nouveau cadre pour l'innovation et la recherche-développement pourrait être publié pour le premier semestre 2006.

Neelie Kroes, commissaire européenne à la Concurrence, poursuit sa réforme des aides d'Etat qu'elle avait initiée en juillet dernier et qui aurait pour effet, à partir du 1er janvier 2007, de restreindre plus encore les possibilités de soutien public aux sociétés de plus de 250 salariés au sein des régions de l'Union les plus développées (régions au PIB par habitant supérieur à 75% du PIB par habitant de l'UE et qui relèvent de l'article 87-3c du Traité de l'Union).

Cette réforme pourrait conduire à une interdiction au sein de l'ensemble des régions métropolitaines françaises de tout soutien public à l'investissement productif des entreprises de plus de 250 salariés, au-delà des plafonds dits «de minimis» (ce plafond est, depuis 1996, de 100 000 euros par entreprise sur trois ans mais sera sans doute réactualisé).

La Commission européenne serait susceptible de consentir de nouvelles dérogations mais sur le fondement d'un «zonage» territorial beaucoup plus sélectif que l'actuel.

Une réduction de moitié est évoquée ; alors que le zonage PAT comprend aujourd'hui 34% de la population française, il serait alors limité à 17%.

La seule dérogation concernerait les interventions publiques en faveur de la recherche-développement (R et D) afin de prendre en compte la stratégie d'innovation et de

croissance définie en 2000 à Lisbonne.

Dans ce domaine, indiquent certaines informations concordantes, la Commission estimerait légitime d'accorder des aides à quatre conditions :

- la défaillance du marché doit être clairement identifiée ;
- l'aide doit être l'instrument le plus approprié pour y remédier ;
- l'aide doit avoir un effet réellement stimulant sur l'innovation et être d'un montant proportionné à l'objectif poursuivi ;
- l'aide ne doit pas entraîner de distorsion de concurrence majeure.

Six axes d'action prioritaires seraient définis :

- favoriser la création et le développement de jeunes pousses, via des subventions et des exemptions fiscales pouvant aller jusqu'à 1 million d'euros sur trois ans ;
- assouplir le régime actuel des aides au capital-risque ;
- étendre le champ d'application des règles actuelles sur les aides à la recherche-développement, en promouvant les aides aux PME engagées, par exemple, dans l'élaboration de prototypes technologiques ;
- subventionner le recours des PME aux services de consultants en formation, experts en droits de propriété intellectuelle, fournisseurs de bases de données, entreprises de certification, aux prestataires susceptibles d'accélérer les efforts d'innovation. La Commission envisage la création de «chèques-innovation» d'une valeur de 200.000 euros pour acheter ce genre de services ;
- aider les PME à recruter des chercheurs ou des ingénieurs de haut niveau ou à bénéficier des échanges entre universités et grandes entreprises ;
- promouvoir le développement de «pôles d'excellence», comme en France. Il s'agit de créer des centres de recherche ayant une masse critique suffisante pour attirer les plus grandes compétences.

Bruxelles soumet ses propositions à consultation jusqu'au 25 novembre.